

Mettre les enfants au centre des objectifs de développement durable



Bosch/UNICEF

En 2015, tous les pays ont approuvé les objectifs de développement durable (ODD). Pourtant, cinq ans après, 250 millions d'enfants risquent toujours de ne pas réaliser pleinement leur potentiel de développement (43 % des enfants de pays à revenu faible et intermédiaire).¹ Le bien-être des enfants est à la fois un indicateur et l'une des clés de voûte du développement social et économique, **et les enfants sont au cœur de la notion de développement durable**. Une Commission historique réunissant l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et *The Lancet* recommande que les responsables de l'élaboration de politiques placent les enfants au cœur des efforts pour atteindre les ODD.

Une société qui réussit est une société qui investit dans ses enfants, et les **décideurs doivent avoir une vision à long terme** pour le futur de leur pays. Ainsi, dans les années 1970, l'Indonésie a déployé un programme de construction d'écoles pour accroître l'accès à l'éducation, ce qui a eu des effets bénéfiques sur la génération suivante : ce programme a permis d'augmenter les revenus des ménages et d'améliorer les conditions de vie et les services publics, grâce à un renforcement de la fiscalité.² Les investissements précoces dans la santé, l'alimentation, l'éducation et le développement des enfants s'additionnent à toutes les étapes de la vie d'une personne et ont des effets bénéfiques sur la société dans son ensemble.

Pour les pays, les investissements dans les enfants sont parmi ceux qui présentent le meilleur rapport coût-efficacité. **Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, chaque dollar US investi dans la santé en rapporte 20**. Pour les pays à revenu faible, la réduction des mariages précoces et le renforcement de l'éducation entraînent un bénéfice de US \$7 et de presque US \$10 respectivement. À l'inverse, le coût de l'inaction lié à l'absence d'éducation préscolaire, de visites dans les ménages pour suivre le développement des enfants et d'améliorations en matière d'alimentation est considérable et peut s'élever à plus de 10 % du produit intérieur brut (PIB).³

Une analyse des ODD indique un déficit de financement de US \$195 par personne dans les pays à revenu faible. La Commission réunissant l'OMS, l'UNICEF et *The Lancet* propose plusieurs mécanismes destinés à renforcer les financements publics, pour

des investissements dans les enfants qui, in fine, seront rentables. Les responsables de l'élaboration des politiques doivent d'une part s'attacher à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour préserver le futur des enfants, mais également lutter contre les menaces au bien-être des enfants dans plusieurs domaines, et notamment :

- **L'industrie et l'environnement** : l'exposition à la pollution de l'air et une mauvaise alimentation dans les premières années de la vie augmentent le risque de maladie cardiovasculaire, d'obésité, de diabète de type 2 et de syndrome métabolique.⁴
- **Les transports** : les accidents de la route sont la principale cause de mortalité chez les individus de 5 à 29 ans, et ils entraînent des traumatismes et des handicaps à long terme pour des millions d'enfants et de familles.⁵
- **La protection des enfants** : les violences à l'égard des enfants sont une violation de leurs droits ; elles ont des effets néfastes considérables sur leur bien-être physique et mental et elles augmentent le risque de comportement antisocial par la suite.⁴

La mobilisation des responsables politiques est nécessaire pour exploiter les synergies et coordonner une approche réfléchie et plurisectorielle. Les dirigeants des pays, les organisations internationales et la société civile doivent revoir leur conception des ODD et les envisager comme étant au service des enfants, un message politique qui concourt au développement social et économique à tous les niveaux.

SOLUTIONS POLITIQUES

Coordination intersectorielle de haut niveau

Les chefs d'État et de gouvernement peuvent établir un mécanisme pour la coordination des activités entre différents secteurs et pour évaluer les conséquences des politiques sur les enfants.

Suivi des allocations budgétaires

Les chefs d'État et de gouvernement peuvent établir un système de suivi des allocations budgétaires destinées à renforcer le bien-être des enfants, et mobiliser des ressources nationales.

Amélioration du soutien multilatéral

Les organisations des Nations Unies doivent réorienter le programme des ODD sur les enfants en adoptant une approche plurisectorielle efficace et en réduisant la fragmentation des efforts.

1. Black MM et al. Early childhood development coming of age: science through the life course. *The Lancet* 2017; 389: 77–90.

2. Akresh R et al. Long-term and intergenerational effects of education. Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research, 2018.

3. Richter LM, Daelmans B, Lombardi J, et al. Investing in the foundation of sustainable development: pathways to scale up for early childhood development. *The Lancet* 2017; 389: 103–18.

4. Clark H et al. A future for the world's children? A WHO–UNICEF–*Lancet* Commission. *The Lancet* 2020, 395: 613–614.

5. WHO. Global status report on road safety 2018. Genève : Organisation mondiale de la Santé, 2018.

Lire le rapport de la Commission OMS-UNICEF-*Lancet* :

<http://www.thelancet.com/futurechild>